



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 08 avril 2016 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-04-03/20

OBJET : Adoption des comptes de gestion principal et annexes

L'an deux mille seize, le huit avril à 19h07, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie du Moule sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 35

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-cinq (25)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épse ARPHÉXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

Mme JASMIN Victoire à M. BARDAIL Jean
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

CONSEILERS EXCUSES : Zéro (0)

CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)

Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme GUILLAUME Stella, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme RAMASSAMY Yvelle.

A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT);

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT.

Considérant que les écritures sont retracées dans deux documents distincts que sont, le compte

administratif et le compte de gestion.

Considérant que le comptable doit présenter son compte de gestion, avant le vote du compte administratif avec lequel il doit être en parfaite concordance.

Considérant que les dépenses et les recettes relatives à l'exercice 2015 ont été réalisées par le Receveur communautaire.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2015, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget principal.

ARTICLE 2 : D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2015, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget annexe « eau ».

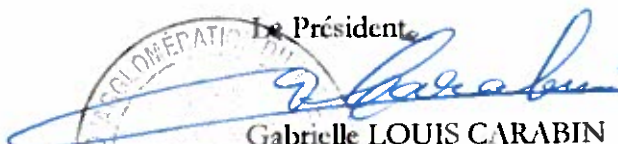
ARTICLE 3 : D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2015, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget annexe « assainissement collectif ».


ARTICLE 4 : D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2015, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget annexe « assainissement non collectif ».

ARTICLE 5 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

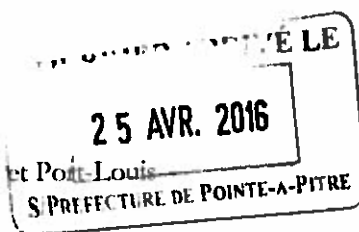
Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président

Gabrielle LOUIS CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.